

historia.fr

Historia

The cover features a photograph of two men seated in ornate wicker chairs against a lush green tropical background. On the left, a man with a mustache, wearing a white pith helmet and a white military-style uniform, sits with his hands clasped. On the right, a man wearing a traditional Vietnamese conical hat and a dark, intricately patterned traditional garment sits with his hands clasped. The overall tone is historical and colonial.

Numéro,
SPECIAL

Le gouverneur de l'Indochine,
Albert Sarraut, et Khai Dinh,
l'empereur d'Annam.

1604-1962

L'AVENTURE COLONIALE FRANÇAISE

**EXPLORATIONS, SPOLIATIONS,
RÉSISTANCES...**

M 08183 - 49 - F: 6,50 € - RD



L'INVITÉ DU SPÉCIAL BENJAMIN STORA

Plus d'un demi-siècle après la décolonisation, le débat reste vif sur le bilan de la « plus grande France ». Explications sur ce raidissement des mémoires avec l'un des plus grands experts de la question coloniale.

PROPOS RECUEILLIS PAR TRAMOR QUEMENEUR

HISTORIA – La question coloniale est-elle de l'histoire ancienne ou, au contraire, reste-t-elle très présente dans le débat public aujourd'hui ?

BENJAMIN STORA – Dans les années 1960-1970, peu de gens se préoccupaient de la question coloniale, qu'ils pensaient dépassée. Or cette question est toujours présente, car la perte des colonies signifiait une crise du nationalisme français. Celui-ci avait notamment trouvé une justification dans l'entreprise coloniale : apporter les Lumières au monde, déployer une mission civilisatrice – et donc donner à la France sa grandeur. La crise du nationalisme a ensuite été masquée par la stature du général de Gaulle et par le grand projet de la

construction de l'Europe. À partir des années 1990, la question coloniale est revenue. Quelle était la place de la France dans le monde ? Que signifiait sa mission civilisatrice ? Est-ce que les lois de la République étaient appliquées dans les anciens territoires de l'empire ?... Autant de questions soulevées par les enfants issus de la colonisation, partis à la recherche de l'histoire de leurs parents et de leurs grands-parents. **Assistons-nous à une forme de raidissement des mémoires concernant la question coloniale ?**

La redécouverte de la question coloniale s'est faite dans le désordre. Des groupes porteurs de mémoire se sont communautarisés et ont fait resurgir cette question.

Cela a provoqué des raidissements, avec la fabrication d'identités particulières, sans lien avec l'histoire générale de la République. Il n'y avait pas de volonté de transversalité, d'entrer dans l'histoire de l'autre. C'est seulement depuis une dizaine d'années qu'il y a une prise de conscience de l'importance de la question coloniale, en multipliant les gestes, les commémorations, les discours. Mais cela a aussi provoqué un durcissement chez ceux qui refusent d'en parler. Désirant l'enfouissement, ils estiment que l'évoquer demanderait de s'excuser de ce que l'on a fait.

Est-ce un phénomène propre à la France ?

La question se pose beaucoup chez nous parce que l'on a construit notre nationalisme sur le fait que nous apportions les Lumières au monde. C'est cela que la France n'accepte pas de voir remis en cause. Alors que ce n'est pas une remise en cause du principe républicain, que les colonisés eux-mêmes ont utilisé pour montrer qu'il n'était pas assez mis en œuvre. On assiste donc à un malentendu entre la volonté politique de regarder ce passé en face – ce sont des questions très importantes dans les pays du Sud, parce que c'est leur histoire mêlée à celle de la France – et ceux qui disent qu'il faut continuer à occulter cette histoire ou à ne la regarder que partiellement.

En tant qu'ancien inspecteur général de l'Éducation nationale, pensez-vous que l'histoire coloniale est suffisamment prise en compte dans les programmes scolaires ?

Elle l'est davantage aujourd'hui. Nous sommes sortis de la période du silence grâce à un inspecteur général, Jean-Pierre Rioux – l'un des contributeurs de ce numéro –, qui a organisé le premier colloque sur l'histoire coloniale en 2001. Cela ne veut pas dire que l'enseignement ait suivi. Mais l'élan était donné, d'en haut. Depuis, le sujet est tombé plusieurs fois au bac. Curieusement, c'est beaucoup plus



« La perte des colonies a signifié une crise du nationalisme, qui avait trouvé dans l'entreprise coloniale une cause : apporter les Lumières, déployer une mission civilisatrice - donner, en somme, à la France sa grandeur »

l'histoire de la guerre d'Algérie qui est proposée, c'est-à-dire la fin de l'histoire coloniale et ses drames. La séquence inaugurale - la conquête - est très peu étudiée. Qu'est-ce qui est à l'origine de tout ce drame? Qu'est-ce qui a organisé tout cet engrenage? Vaste chantier...

Régulièrement revient dans le débat public la question de la restitution aux anciennes colonies des œuvres acquises par la France. Quelle est votre opinion à ce sujet?

Il y a une aspiration normale des États nouvellement indépendants à retrouver leur histoire. Maintenant, il faut voir les conditions de cette réappropriation. Soit on aide ces États à récupérer et à installer ces œuvres, soit on continue comme avant, ce qui ne peut satisfaire la jeune génération africaine. Emmanuel Macron l'avait souligné dans son discours de Ouagadougou, en 2017. Il faut envisager un partenariat

entre la France et ses anciennes colonies. Et réfléchir à la mise en place de commissions mémorielles pour examiner les demandes, dresser les inventaires, etc. Cela ne peut se faire que dans un système de partenariat. Sinon, on reste dans les injonctions, dans les dénonciations. Un travail pratique pourrait, par exemple, se dessiner dans le cadre de la francophonie. **Pendant la campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a qualifié la colonisation de « crime contre l'humanité ». La France doit-elle présenter des excuses à ses ex-colonies?**

Il est revenu sur cette assertion, qu'il n'a prononcée d'ailleurs qu'une seule fois. Aujourd'hui, il parle de crime contre les humains, ce qui n'est pas la même définition juridique. Présenter des excuses suffira-t-il à apaiser la situation? La tradition des excuses est anglo-saxonne, propre aux Églises luthériennes, anglicanes. La tradi-

tion française fait plus appel à la rationalité, à la culture, à la connaissance. Mais c'est en fait la question de la reconnaissance du fait colonial, et du respect de l'autre, dans une démarche historique, éducative, qui est nécessaire. Au fond, la tradition des excuses vise à évacuer le problème une fois les excuses présentées. Or la question est beaucoup plus profonde. Les Américains ont présenté des excuses plusieurs fois aux Indiens d'Amérique, qui continuent à être très mobilisés. C'est donc tout un chantier politique, de recherche, culturel, de réciprocité qu'il faut mettre en œuvre, ce qui nécessite un déploiement de moyens pour connaître l'histoire des autres. ■

Historien spécialiste de l'Algérie, de l'Empire colonial et de l'immigration en France, professeur à l'université Paris XIII, auteur d'une trentaine d'ouvrages historiques, Benjamin Stora a codécrit dernièrement, avec Alexis Jenni, *Les Mémoires dangereuses* (Albin Michel, 2016).



MESSALI HADJ : LE GRAND THÉORICIEN DE L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE

PAR BENJAMIN STORA

Messali Hadj, jeune Tlemcenien de 25 ans, arrive à Paris en 1923. Il voit enfin « la » grande ville dont ses camarades soldats de la Première Guerre mondiale lui avaient tant parlé. Il découvre dans la métropole de l'Empire colonial d'autres jeunes « musulmans nord-africains » (on ne disait pas alors « Algériens »), comme lui, dont la plupart sont originaires de Kabylie. Il participe aux manifestations de solidarité avec les insurgés rifains, qui se révoltent au Maroc contre la présence française. En 1925, dans le sillage de ces mobilisations, il adhère au Parti communiste français.

Messali Hadj rencontre, cette même année, celle qui deviendra sa compagne pour la vie, Émilie Busquant. Lorraine d'origine, elle est très engagée dans les rangs anarcho-syndicalistes. Ensemble, ils fabriqueront dans leur petite chambre de la rue du Repos, dans le 20^e arrondissement de Paris, le premier drapeau algérien, au début des années 1930. C'est ensemble qu'ils affronteront les foudres du PCF, en voie de stalinisation complète, lorsque le jeune homme décide de rompre avec les communistes pour suivre son chemin seul, accompagné d'une poignée de militants nationalistes pour diriger l'Étoile nord-africaine. Cette organisation, qui réclamait l'indépendance pour les trois pays d'Afrique du Nord, avait été créée en 1926.

Dans l'atmosphère enfiévrée du Paris de l'entre-deux-guerres, Messali Hadj croise d'autres acteurs de l'anti-colonialisme, le Tunisien Habib Bourguiba (*lire p. 82*), ou le Vietnamien Hô Chi Minh (*lire p. 83*). Il prend à ce

moment des cours en auditeur libre à la Sorbonne, se lance dans la lecture des auteurs français, admirant particulièrement Jean-Jacques Rousseau. S'il rompt avec les communistes, il ne se sépare pas de la gauche et soutient le Front populaire, qui, pourtant, en janvier 1937 dissoudra l'Étoile nord-africaine, jugée trop radicale, trop indépendantiste. Messali Hadj fondera alors le Parti du peuple algérien, proclamé en mars 1937 à Nanterre, dans les milieux de l'immigration ouvrière algérienne. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, en 1939, il est arrêté et passera de nombreuses années en prison. Le père du nationalisme algérien se heurtera violemment au FLN pendant la guerre d'Algérie, et ses partisans seront décimés. ■

RÈGLEMENT DE COMPTES

Le doyen des indépendantistes, opposé à la lutte armée, est dans le collimateur du FLN. La rivalité entre ce dernier et le parti de Hadj, le MNA, donne lieu à une véritable guerre dans la guerre d'Algérie.